

INSTITUTO DE INVESTIGACIONES ECONOMICAS - U.N.A.M.

=====

**SEMINARIO DE ECONOMIA MEXICANA : MEXICO Y EL MUNDO ANTE EL TERCER
MILENIO**

28 - 30 MAI 1997

=====

MONDIALISATION-GLOBALISATION :

QUELS ENJEUX ?

Christian PALLOIX

Professeur

E.R.S.I.

UPJV-AMIENS

En cette fin de XXème, avec un écho inégalé jusqu'ici, l'économie standard¹ vante les vertus de la formation d'un marché mondial (des marchandises, des techniques et technologies, des capitaux²), d'une économie de marché mondial³, qui s'inscrirait tout naturellement dans une nouvelle donne incontournable, la globalisation. Rien ne paraît résister à cette thèse, avancée tant par les institutions supra-étatiques internationales (F.M.I., Banque Mondiale, O.M.C.), que les Etats-nations (zônes inter-régionales de libre échange avec l'ALENA, le MERCOSUR, l'Union Européenne, ...) et bien entendu les Firmes Multinationales (F.M.) financières, industrielles, commerciales.

Les approches hétérodoxes des années 1970 et 1980, en termes de mondialisation et d'internationalisation du capital, ont quitté le devant de la scène. Peu de voix se font entendre aujourd'hui pour dénoncer le jeu des F.M. dans les Tiers Mondes, condamner l'inégalité des échanges et du développement, vanter les mérites du protectionisme pour les industries naissantes.

Disons très clairement que les approches hétérodoxes, plus macroéconomiques ou mésoéconomiques que microéconomiques, fortement marquées par le structuralisme, ont manqué deux objets, et non des moindres, le marché et la firme, qui constituent précisément les piliers de l'économie standard. L'apparent déficit d'analyse, dans un contexte géopolitique mondial peu favorable, n'a guère contribué au renouveau des approches hétérodoxes ici et là. Dans le même temps, l'économie standard, arc-boutée à ses deux piliers, le marché et la firme, se présentait en tant que "*nouvelle économie*", aux accents modernistes qui trancheraient sur l'archaïsme des autres, notamment dans les champs de l'économie internationale, *la nouvelle économie internationale*, de l'économie industrielle, *la nouvelle économie industrielle*, etc...

¹ Ou économie néo-classique par opposition aux approches hétérodoxes de type classique, marxiste, keynésienne, néo-ricardienne.

² et s'abstient curieusement de vanter les mérites d'un marché mondial du travail, avec libre circulation mondiale des individus.

³ Thèse qui n'est pas nouvelle puisque la théorie néo-classique du commerce international part des nations pour aller vers la formation d'un équilibre économique général mondial, sur la base d'un marché mondial (libre-échange), avec les conséquences positives qui en découleraient : tout le monde y gagne.

1. De la nouvelle économie internationale à la thèse de la globalisation

Alors, que faut-il entendre par "marché", "économie de marché" ? Depuis R.Coase (1933), l'économie standard différencie deux institutions ou structures de gouvernance (WILLIAMSON 1985), le marché d'un côté et la firme de l'autre : ces deux structures de gouvernance sont régies par deux modes de coordination différents, les prix pour le marché, la hiérarchie pour la firme.

L'économie de marché se présente comme un ensemble de structures de gouvernance (du marché à la firme, en passant par une multitude de structures de gouvernance autres⁴) et de modes de coordination (prix, hiérarchie, règles, routines, dispositifs techniques, contrats, ...) (WEINSTEIN 1997). De plus, le marché au sens étroit perd la belle homogénéité, plasticité de l'analyse standard pure et dure : il est donné comme un marché segmenté, différencié, imparfait. Marché et économie de marché sont saisis comme des ensembles complexes, lieux de modes de coordination multiples. Et ce n'est pas le moindre des paradoxes que de relever que l'idéologie simpliste ultralibérale du "marché" surfe sur une analyse nettement plus complexe, qui disqualifie l'idée de "marché" pur et dur.

Accolée à un certain pragmatisme et principe de réalité, l'économie standard offre aujourd'hui un vaste dispositif technique pour parcourir les champs de l'économie de marché, économie internationale, économie industrielle, économie du travail,, tout en perdant la belle cohérence de l'orthodoxie de l'E.E.G., mais avec une attractivité indiscutable à laquelle nombre d'économistes hétérodoxes d'hier n'ont guère résisté.

Plusieurs *grandes structures internationales de gouvernance* peuvent ainsi être repérées dans la nouvelle économie internationale :

- le marché mondial corrélé à une *"coordination marchande"* (par les prix), marché mondial saisi plus particulièrement sous l'angle de "structures de commerce intrabranche"⁵ (KRUGMAN 1980, LANCASTER 1980, LASSUDRIE-MUCCHIELI 1979)

⁴ Du marché du travail, sous-traitance, réseau, recherche-développement, économie publique jusqu'à l'économie informelle qui peuvent être traitée comme des structures de gouvernance différenciées, avec leurs propres modes de coordination.

⁵ On définit le commerce intrabranche comme la simultanéité des exportations et des importations de produits similaires au sein de la même branche à condition que ces flux croisés soient d'un ordre de

avec des modes de coordination propres (prix, économies d'échelle, différenciation des produits, ...) tirés de la théorie de la concurrence monopolistique ;

- les firmes multinationales (financières, industrielles, commerciales) qui s'appuient et sur des formes de *coordination intra-firme* (théorie des organisations, théorie néo-institutionnaliste), et des formes de *coordination externe inter-firmes* (ANDREFF 1995) ;

- les institutions internationales (système monétaire international, système commercial d'échanges et de communications, système financier international, système de droit international privé) délivrant des "biens collectifs internationaux" (KINDLEBERGER 1988, KEBADJIAN 1994) avec des modes de coordination qui en appellent à "un système de règles du jeu",

- le tout s'exprimant dans une nouvelle donne "la globalisation".

Cette démultiplication de la "coordination" a reposé sur un certain nombre d'apports, et de la théorie de la concurrence monopolistique (CHAMBERLIN 1933, ROBINSON 1933) et de la nouvelle microéconomie : information imparfaite, rationalité limitée, incertitude, coût de transaction, (cf. CORIAT-WEINSTEIN 1995, MENARD 1993).

Pourtant, le dispositif de la nouvelle économie internationale bute sur la question de sa propre complexité : comment s'articulent, se lient les diverses structures de gouvernance. La juxtaposition n'emporte pas preuve de cohérence.

Par exemple, la coordination intrafirme et la coordination externe interfirmes ne suppriment pas la coordination marchande, fondée théoriquement dans le cadre de l'Etat-nation sur un système de prix "national" et la "monnaie nationale". La tentative de relâcher la coordination principale par des formes additionnelles de coordination n'efface pas celle-ci. L'impossibilité du saut théorique de la coordination marchande nationale à la coordination marchande internationale tient à la carence du statut de la "monnaie internationale", de ses fondements comme "monnaie unique".

grandeur comparable, ce qui s'oppose à la la thèse de la spécialisation internationale (de Ricardo au théorème H.O.S.)

Le seul passage au forceps vers la mondialisation-globalisation est de ne reconnaître que *la coordination intrafirme* ou *organisation*⁶, d'où dérive alors la coordination externe interfirmes comme produit joint, mais plus de "marché", plus de coordination marchande internationale, ce qui est insoutenable.

L'analyse de la globalisation financière tente de se référer à un "marché" financier international, qui, indépendamment de la question d'un "marché" soumis aux aléas de taux de change flexibles, emporterait preuve de l'existence du marché mondial.

De fait, la thèse de la globalisation n'est généralement produite que sur la base d'une seule structure de gouvernance associée à son propre mode de coordination, et non comme un ensemble cohérent de structures de gouvernances internationales.

Les nouveaux tenants des années 1990 de la globalisation-mondialisation⁷ ne se sont guère posés jusqu'ici de questions sur la validité de leur hypothèse de "globalisation-mondialisation" (de REICH 1991 à CHESNAIS 1994). Bien plus, ils sont d'un déroutante naïveté sur les outils de la "globalisation", avec un outil clef, celui de *l'investissement international* en raison de la disponibilité de séries⁸ décrivant des flux croissants d'*investissements internationaux* des firmes multinationales (bancaires, industrielles,

⁶ N'est-ce pas la solution vers laquelle s'oriente W. ANDREFF (1995), sauf qu'on ne peut ranger notre auteur dans le courant néoclassique !

⁷ Rappelons la thèse de BARNETT & MULLER (1974) sur la globalisation déjà, qui repose alors sur deux éléments clefs et que l'on retrouve dans les analyses actuelles :

"1. *The world managers*

The men who run the global corporations are the first in history with the organization, technology, money and ideology to make a credible try at managing the world as an integrated unit (p.13)

2. *From globaloney to the global shopping center*

The global corporation is transforming the world political economy through its increasing control over three fundamental resources of economic life : the technology of production, finance and capital, and marketing. The internationalization of production means simply that more and more of the world's goods and services (gross world product) are being produced in more and more countries and that the production process increasingly ignores national frontiers (p. 26).

Finally, to create a global shopping center, it has been necessary to create the world customer (p.30).... The challenge of the global shopping center, as the world managers see it, is at once to retail old needs to new customers and to create new needs for old customers. (p.31)"

⁸ Cf les rapports annuels de United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD), Division on Transnational Corporations and Investment ou les séries disponibles sur l'I.D.E. au Mexique (cf. Annexe)

de services) dans les années 1990. L'investissement international porterait l'expansion du commerce mondial (dont le taux de croissance est inférieur à celui de l'investissement), et conduirait à la croissance et au développement ... pour demain.

Par exemple, chez un auteur comme F. CHESNAIS (1994) qui relève pourtant du courant classico-marxiste, tout en ne dédaignant pas certains recours à la nouvelle microéconomie industrielle, *l'investissement international* emporterait preuve de la "mondialisation" et de sa forme nouvelle :

- *"les traits distinctifs de la mondialisation se situent moins au niveau des échanges qu'au niveau des entreprises, donc du capital"* (sic !) (p. 16)

- *"L'investissement international domine l'internationalisation plus que ne le font les échanges"* (p. 17)

- *"L'IDE (investissement direct à l'étranger) a pris le pas radicalement sur les échanges dans le processus d'internationalisation ; son rôle est aussi important dans les services que dans le secteur manufacturier."* (p. 23)

Le seul problème, et il est de taille, c'est que l'I.D.E. dans les séries internationales de l'UNCTAD est un outil statistique spécifique, très particulier, qui ne renvoie nullement ... au concept d'investissement de toute analyse économique ou comptable pour dérouler la preuve d'une mondialisation du capital. L'I.D.E. recense les postes du haut du **passif** au bilan des firmes transnationales, dans leurs opérations avec l'étranger (entrées-sorties), telles que capital social, report à nouveau, dotations aux amortissements et aux provisions, emprunts à long terme et moyen terme. Il s'agit des **ressources financières dégagées** annuellement dans les opérations avec l'étranger⁹ (et ceci indépendamment de leurs difficultés de recensement). Ces ressources ne désignent nullement des **emplois** à l'**actif** du bilan des opérations à l'étranger, tel que celui d'**investissement** (incorporel, corporel, financier) ; ce sont simplement des ressources qui font face à d'éventuels emplois tels qu'investissement bien sûr (incorporel, corporel et financier), mais aussi distribution de dividendes, variation du besoin en fonds de roulement, variation de trésorerie, variation de emprunts à moyen et long terme. **Il n'y a pas de corrélation étroite** pour le moins **entre I.D.E. (ressources) et investissement** (au sens propre du terme) ! Cet outil empirique qu'est l'I.D.E. ne peut nullement désigner l'investissement international, et encore moins la mondialisation du capital

⁹ Le cumul annuel des flux donne lieu à la formation d'un **stock**, ce qui est encore moins significatif que le flux.

(comme rapport social bien entendu !). Par ailleurs les auteurs des rapports de l'UNCTAD soulignent constamment la difficulté théorique d'analyser les relations entre I.D.E. et échanges mondiaux, y compris dans la nouvelle économie internationale.

Bref, si la nouvelle économie internationale apparaît fort attractive, elle n'est que dispositif (à ne pas dédaigner) pour parcourir certains aspects de l'économie internationale, et non un cadre explicatif de celle-ci.

2. Les fausses clôtures de l'économie politique

L'économie politique analyse tout processus économique par un diagramme circulaire qui court de la production à la consommation au sein d'**un système totalement clos**. Il en est ainsi dans :

- le modèle d'équilibre économique général,
- tout modèle de croissance, depuis les schémas de la reproduction simple et élargie de Karl Marx jusqu'aux modèles d'Harrod-Domar, Kaldor, les modèles de déséquilibres et ceux plus récents de la croissance endogène (Lucas, Romer),
- tout modèle d'économie internationale où l'ouverture sur le champ international est fictive car il ne s'agit que de l'addition de systèmes clos plus ou moins différenciés dans leur mécanique économique.

N. Georgescu-Roegen s'insurge contre une telle clôture mécanique de l'économie politique et il nous le rappelle dans un article de 1970 : *"Toute l'histoire économique de l'humanité prouve sans contredit que la nature elle aussi joue un rôle important dans le processus économique ainsi que dans la formation de la valeur économique. Il est grand temps, me semble-t-il d'accepter ce fait et de considérer ses conséquences pour la problématique économique de l'humanité"* (1979, p.54)

De fait, le système économique est pour le moins triplement ouvert,

- et sur la **nature**, où il puise les ressources soit non renouvelables (matières premières, ressources énergétiques), soit renouvelables (énergie solaire, matières agricoles) qui sont l'**entrant** (superbement ignoré par l'économie politique) des **entrants** (inputs de

Leontieff) de l'économie, et sur laquelle il rejette nombre de produits¹⁰ non recyclables ;

- sur **l'homme**, avec une "mise au travail" (sous forme salariale par exemple) à l'entrée de l'économie à partir d'un espace spécifique et non économique, celui de l'atelier de travail domestique fondé sur le travail non marchand et la formation d'identités différenciées (historiques, culturelles, ...), et sur lequel il rejette les marchandises issues de l'économie (biens de consommation durables et non durables) ;

- sur **la société**, à travers l'intermédiation de **l'économie marchande**, qui délivre l'enveloppe sociétale (informations, signes, sigles, codes, conventions, ...) sans laquelle la marchandise ne saurait être.

Ces trois **extériorités** se retrouvent comme fondements de la marchandise capitaliste. Celle-ci diffère de la marchandise issue des formes de production antérieures. Cette dernière est le plus généralement prélevée comme valeur d'usage (non reproductible, non identique) sur des formes de production antérieures non marchandes par les premiers éléments prédateurs d'une économie marchande, lovée dans les pores de la société féodale par exemple, économie marchande qui convertit ces valeurs d'usage en marchandises.

La marchandise du capitalisme se présente quant à elle comme une marchandise reproductible (à l'identique), produite et reproduite par des marchandises. Celle-ci empile plusieurs formes :

- une forme matérielle, conditionnant sa production et reproduction par des marchandises, et qui est apparue longtemps comme la forme unique de la marchandise, forme matérielle qui ne saurait être sans le recours à un "noyau dur" (matières premières et ressources énergétique) ; **la forme matérielle reproductible** liée à l'usage de la force de travail et au travail mort réifié (le capital) dissimule les nombreux emprunts à la nature (matières premières, ressources énergétiques) ;

- une forme immatérielle (signes, codes, conventions, informations, ...) qui en constitue la structure enveloppe, et sans laquelle la marchandise n'aurait ni valeur sociale, ni saveur sociétale.

¹⁰ "Ce qui entre dans le processus économique consiste en ressources naturelles de valeur et que ce qui en est rejeté consiste en déchets sans valeur... Du point de vue de la thermodynamique, la matière-énergie absorbée par le processus économique l'est dans un état de basse entropie et elle en sort dans un état de haute entropie" (N.G.R., p. 55)

N.G.R. oublie le "travail", qui ne se réduit pas à la matière-énergie, ce qui disqualifie quelque peu une telle vue de la "valeur".

La marchandise du capitalisme s'est immédiatement présentée sous cette double forme, avec aujourd'hui un développement beaucoup plus important de la composante immatérielle. La marchandise est tout à la fois marchandise matérielle et marchandise immatérielle : l'une de ses formes ne peut se passer de l'autre.

Insistons sur l'importance de la forme matérielle de la marchandise du capitalisme qui emprunte elle-même un double cours :

- *une forme prélèvement de matières premières* (matières premières minérales, énergétiques) sur les ressources naturelles de l'écosystème U, pour en constituer précisément le soubassement matériel,
- *une forme productive et reproductrice de la matérialité* de la marchandise par des marchandises (capital et travail).

Il revient à l'économie marchande (et financière) d'émettre le contenu immatériel de la marchandise (informations, signes; sigles, codes, conventions, règles), jouant un rôle d'intermédiation entre la société (civile, politique) et l'économique, afin de donner sens à l'économique, afin de définir les finalités que l'économique sert vis-à-vis de la partition de la société entre les couches (classes) dominantes et les couches (classes) dominées.

Dès lors, nous pouvons représenter comme suit les formes qu'associe la marchandise du capitalisme (figure 1).

Figure 1 : La marchandise et ses formes

L'économie politique des relations internationales est totalement frappée de cécité sur ces **trois extériorités** (économie marchande et société, nature, force de travail), avec toutes les conséquences qui en dérivent pour le "développement" des périphéries.

2.1. Economie internationale et économie marchande

Il est assez étonnant de relever que le commerce international, dominé par les marchands tout au long de l'histoire économique du capitalisme, débouche sur une théorie étroite des relations internationales de **l'économique** : spécialisation, intégration, commerce intrabranche, ...

J'ai rappelé (PALLOIX 1996, pp. 33-37) l'essor d'une économie marchande internationale, qui se dote progressivement d'un économique propre de "production de marchandises par des marchandises" dans le cours du XIXème siècle. Mais la mise en place de l'économique, son hégémonie provisoire (1930-1970), n'ont en rien sapé l'emprise des marchands sur le commerce international jusqu'à nos jours, bien au contraire (CHALMIN 1985). L'industrie ne fut souvent que l'arrière cour du marchand, y compris pour un producteur de biens d'équipements comme CAIL¹¹, qui est d'abord un grand commissionnaire du commerce international de matières premières dans les années 1870, tradition que l'on retrouve plus près de nous avec Serafino FERRUZZI, SOUFFLET, etc..

Si les firmes multinationales surgissent dans la seconde moitié du 19ème siècle et sont cosubstanciées à l'émergence du capitalisme industriel, cela s'effectue dans l'orbite du capital marchand international. La prédominance marchande et financière des multinationales britanniques marquera durablement le capitalisme britannique jusqu'à nos jours : *"la mobilité et la rapidité des multiples engagements transnationaux dont font preuve les groupes britanniques témoignent éloquemment de la permanence des traits du capitalisme marchand"* (FARNETTI 1995, p. 34). Les nombreuses études consacrées aux firmes multinationales ont le plus souvent passé sous silence

¹¹ La firme CAIL est une multinationale des années 1870, multinationale du négoce et multinationale industrielle comme produit dérivé. Cf. C. SCHNAKENBOURG (1996)

l'importance de l'organisation internationale marchande et du capital marchand dans le processus de multinationalisation.

La globalisation¹² (restreinte) du capitalisme est une globalisation marchande et financière, qui ne signifie nullement une globalisation de l'économie.

Toute théorie des relations économiques internationales se devrait de coupler **économie marchande et économique**, notamment dans la fonction d'intermédiation que joue l'économie marchande (et financière) internationale pour l'économie, celui-ci demeurant centré sur un espace national en tant que système productif. L'internationalisation des systèmes productifs est pour le moins peu avancée¹³ : on ne peut que concéder au mieux une hiérarchie internationale des systèmes productifs (PALLOIX 1976), mais qui se réalise encore et toujours à travers le capital marchand et financier international. L'internationalisation du groupe Danone dans les années 1990 est plus commerciale et financière qu'industrielle et ceci concerne tous les grands groupes multinationaux des I.A.A.

Mais la marchandise embarque, au niveau de son enveloppe marchande, une prégnance de la société hégémonique, et notamment une prégnance **sur les fins que l'économique sert dans la reproduction des couches sociales (dominantes, dominées) et de l'Etat**. La marchandise ne se réduit pas à la valeur d'usage ou utilité vis-à-vis de besoins (fondamentaux, potentiels, ...) ; elle véhicule une enveloppe sociale et sociétale de la société hégémonique (U.S.A.) sous forme de nouveaux codes, conventions, règles qui imprègnent les sociétés dominées, les alignent sur des modèles sociaux autres, les corrompent. Elle "efface" les ressorts sociaux, sociétaux des sociétés dominées dont elle s'empare. **Elle est pollution sociale**.

¹² Pour autant qu'on accepte cette notion, qui redouble celle de mondialisation, internationalisation. L'avantage de cette notion de globalisation est précisément de mettre l'accent sur **la coordination marchande** des firmes, ce qu'avaient vu Richard Barnett et Ronald Müller (Global Reach - The power of the multinationals corporations, New York, Simon and Schuster, 1974, 508 p.) vis-à-vis des marchés du centre et des périphéries : "Finally, to create a global shopping center, it has been necessary to create the world customer. The challenge of the global shopping center, as the world managers see it, is at once to retail old needs to new customers and to create new needs for old customers. (pp.30-31)".

¹³ On retrouve cette analyse dans les travaux du GRECC, en relation avec la théorie de la régulation. Cf. R. DI RUZZA (1995)

Et pourtant ! Rappelons que nous ne disposons de rien d'autre que de **l'économique**, "une production de marchandises par des marchandises", pour assurer le bien-être de l'humanité, éradiquer la misère, la faim, assurer la satisfaction des besoins (fondamentaux et autres ...). Ce n'est pas le marché qui "est une merveille" (HAYEK), mais "l'économique", sauf que nous ne savons pas le soumettre à une autre alternative que celle de l'économie marchande et financière.

2.2. Economie internationale et nature

Tous les économistes s'accordent apparemment pour faire d'Adam Smith (1776) et David Ricardo (1817) les fondateurs de la théorie de la spécialisation internationale. Ce point de vue de l'économie standard ignore superbement l'ancrage non-standard de la théorie du commerce international chez ces auteurs, avec une cécité totale sur leurs écrits, sélectionnant ce qui les arrange.

Rappelons pour le moins ce qu'écrit David Ricardo en ouvrant le chapitre sur le commerce extérieur (chapitre 7) :

"Le commerce extérieur, quelle que soit son extension, ne saurait augmenter tout à coup les valeurs nationales, quoiqu'il contribue puissamment à accroître la masse des choses utiles, et par conséquent des jouissances (p.97).

Dans tout le cours de cet ouvrage, j'ai cherché à prouver que le taux des profits ne peut jamais hausser qu'en raison d'une baisse des salaires, et que cette baisse ne peut être permanente qu'autant qu'il y aura une diminution dans le prix des denrées que l'ouvrier achète avec ses gages. Si, par l'accroissement du commerce étranger, ou par les perfectionnement dans les machines, on peut fournir aux travailleurs la nourriture et les autres objets de première nécessité à plus bas prix, les profits hausseront. Si, au lieu de récolter du blé chez nous et de fabriquer nous-mêmes l'habillement et les objets nécessaires pour la consommation de l'ouvrier, nous découvrons un nouveau marché où nous puissions nous procurer ces objets à meilleur compte, les salaires devront baisser et les profits s'accroître (p. 100).....

C'est pourquoi le commerce étranger, très avantageux pour un pays, puisqu'il augmente le nombre et la variété des objets auxquels on peut employer son revenu et qu'en répandant avec abondance les denrées à bon marché, il encourage les économies et favorise l'accumulation des capitaux, ce commerce, dis-je, ne tend nullement à accroître

les profits du capital, à moins que les articles importés ne soient de la nature de ceux que l'ouvrier consomme (p. 101)"

Cet exposé du rôle du commerce extérieur, tenu par "*les négociants*", précède celui de la fameuse loi des coûts comparatifs, qui n'est que légitimation de l'hégémonie marchande internationale de l'économie dominante¹⁴, mais qui est le seul versant de la théorie ricardienne retenu par l'économie standard¹⁵.

La démarche d'Adam Smith (1776), le père de la loi des coûts absolus, est apparemment quelque peu éloignée de celle de David Ricardo, puisque le commerce extérieur a pour objectif de dynamiser la division technique du travail et la division sociale du travail en branches dans l'industrie, dynamiques qui ne peuvent s'établir dans le cadre étroit d'un marché intérieur dominé par l'agriculture où la division technique du travail apparaît plus limitée que dans l'industrie. C'est l'agriculture qui est l'obstacle interne en dernier ressort, comme chez Ricardo, ce qui n'est guère surprenant dans le contexte d'une ligne de pensée philosophique (Hobbes, Mandeville, Locke, Hume) où la **Nature** était l'obstacle à l'édification de la société nouvelle, le capitalisme utopique industriel.

Karl Marx¹⁶ va élargir l'exposé ricardien sur les importations à une fonction d'approvisionnement du capitalisme en biens salaires, en matières premières et ressources énergétiques, tant pour faire baisser la valeur de la force de travail V que celle du capital constant C , de façon à contrecarrer la loi de baisse tendancielle du taux de profit, tout en reprenant l'exposé smithien sur le rôle des exportations par rapport à l'expansion des valeurs nouvelles créées dans le contexte d'une division du travail en branches élargie. Mais rien de bien nouveau ici par rapport à David Ricardo ; si des outils théoriques nouveaux sont disponibles (cycle du capital social par exemple), ils ne sont pas mis en oeuvre pour ouvrir une nouvelle problématique dont on ne trouve que des bribes dans les "Grundrisse".

Partons de la représentation classique de l'économie en système de prix de production, de la forme ci-après¹⁷,

¹⁴ Cf. S. SIDERI (1970)

¹⁵ On cherchera en vain chez C. NEME (1995), J.L. MUCCHIELI (1987, 1991) et autres tenants de l'économie standard toute référence aux passages que nous venons de citer.

¹⁶ Cf **Le Capital**, Livre 3, Section 3, et **Fondements de la critique**

¹⁷ On pose :

U : le système naturel

$$U (A_p + L_w) (1 + r + \lambda) = |1|_p,$$

où tout élargissement de l'économie de l'Etat-Nation (élargissement de A_p et L_w) se traduit nécessairement par une élévation du taux de rente λ en économie fermée avec une hausse corrélée du taux de salaire w , donc une baisse du taux de profit r qui bloque l'expansion du système d'avances en capital et en travail. Il revient au commerce extérieur, mis en mouvement par l'**économie marchande**, d'approvisionner l'**économie** en biens salaires agricoles, en matières premières minérales, en ressources énergétiques, prélevés sur les formes de production antérieures et sur le système naturel U de l'économie-monde, pour l'extension et la généralisation et du capital A_p et du salariat L_w , ce qui autorise du même coup la hausse du taux de profit r .

La D.I.T. 1 est l'expression de la spécialisation internationale dérivée de la loi des coûts comparatifs, avec un prélèvement¹⁸ de biens salaires agricoles, de matières premières, de ressources énergétiques tant sur **le système naturel U** des ... autres, que sur leurs formes de production antérieures.

La question de la Nature, des prélèvements sur la Nature, est au centre de la formation de la théorie du commerce extérieur, sans que cette question soit posée en tant que telle, car c'est une question insoutenable pour l'économie politique.

Ce n'est pas par hasard si, parmi les cent premières firmes transnationales, les firmes pétrolières figurent au premier rang (UNCTAD 1996) suivies comme leur ombre par les transnationales de l'automobile.

A_p : le système d'avances en capital exprimé en prix (ou C dans l'écriture marxiste en valeur) avec A la matrice des coefficients techniques, et p le vecteur prix

L_w : le système d'avances en travail exprimé en prix (ou V dans l'écriture marxiste en valeur) avec L la quantité de travail vivant selon les branches ou industries, et w le taux de salaire

r : le taux de profit

λ : le taux de rente

¹⁸ Il s'agit d'un prélèvement sous formes de valeurs d'usage et non de valeurs au sens de valeur-travail.

2.4. Marchés du travail et salarisation restreinte

La théorie de la segmentation (PIORE 1983) définit divers marchés du travail :

- emplois protégés, emplois précaires,
- emplois des grandes entreprises monopolistiques, emplois périphériques des petites entreprises soumises à la concurrence,
- emplois à hauts salaires, emplois à bas salaires,
- marchés internes, marchés externes,
- emplois sectoriels, isolés les uns des autres par des barrières à la mobilité,
- catégorisation et division sociale de la main d'oeuvre selon le sexe, l'âge, la race, la nationalité,
- etc...

avec des "emboîtements" multiples des diverses formes de segmentation repérées, mais toujours dans le contexte d'une salarisation générale, dont les rigidités sont imputables aux imperfections (segmentation ici) du (des) marché(s).

Les marchés du travail peuvent dès lors être traités comme des structures particulières de gouvernance (WILLIAMSON 1985), intermédiaires entre les deux structures phares du capitalisme, le marché d'un côté (coordination par les prix), la firme de l'autre (coordination hiérarchique), tout en rappelant que ces deux formes de coordination n'épuisent nullement, ni la coordination du marché, ni celle de la firme.

Les modes de coordination des marchés du travail se présentent, à première vue, au carrefour du marché et de la firme, car les marchés du travail relèvent des trois transactions (COMMONS 1934, BAZZOLI 1994), qui ont l'ambition de retracer l'ensemble de l'activité économique :

- *une transaction d'organisation, d'efficience*, qui en appelle, dans sa mise en oeuvre au sein de la firme, à une coordination hiérarchique, à une coordination par les dispositifs techniques et les objets (système technique de machines, division des tâches, ..), à une coordination cognitive par les règles et routines, par l'apprentissage, où le tout est supérieur à la somme des parties (le travailleur collectif de K.Marx en somme !);
- *une transaction de répartition* (le salaire), qui relève d'une coordination par les prix, mais aussi de divers modes de coordination contractuels (les conventions de branche, les formes contractuelles autres de négociation des salaires, ...) et cognitifs (règles et

routines), où les modes de coordination "prix/contractuelle/cognitive" s'inscrivent dans un système de relations professionnelles ;
 - *une transaction d'échange* (le travail).

Et pourtant, les principaux modes de coordination du marché et de la firme n'épuisent nullement les modes spécifiques de la coordination des marchés du travail, car il y manque les éléments clefs que sont l'éducation, la formation (DE GERY 1997), l'alliance.

Les deux premiers éléments (éducation, formation) ont un objet central, concourir à **la fixation des populations** dans les marchés du travail, leur entrée dans les divers segments, les barrières à leur mobilité d'un marché à l'autre, tout comme la possibilité de les lever en cas de besoin. Mais ni l'éducation, ni la formation ne sont en soi modes de fixation, car elles oeuvrent à ce processus en relation avec les structures de gouvernance en place (segmentations des marchés du travail) et leurs modes de coordination.

L'alliance apparaît comme un mode identitaire de coordination (d'insoumission, de revendications si nécessaire) sur les marchés du travail, oeuvrant tant à la levée des barrières de la segmentation des marchés du travail qu'à leur mise en place : organisations syndicales, associations, institutions représentatives (comités d'entreprises, comités de groupe), réseaux.

La nouvelle donne de la salarisation restreinte, qui affecte aujourd'hui les Centres du capitalisme, s'exprime non seulement dans les taux de chômage, d'exclusion des populations¹⁹, mais aussi dans les nouvelles modalités de mise au travail, affectant par là les marchés du travail :

- généralisation de la précarité du travail (contrats C.D.D.) pour tout nouvel emploi offert sur le marché du travail, y compris dans le cas de remplacement d'un poste C.D.I. non pourvu pour cause de départ (retraite, démission, décès, ...), sans oublier la précarité du travail liée au recours plus ou moins important à des entreprises de travail temporaire ;

¹⁹ Alors qu'en France, le nombre officiel de chômeurs s'établit à plus de 3 millions de personnes, le rapport du C.E.R.C. (ex-Centre de Recherche sur les Coûts) établit le nombre de personnes privées d'emploi à plus de 5 millions de personnes, dont 177 400 en préretraite, 400 000 en T.U.C./C.E.S./ASSIMILES, 330 000 chômeurs en formation et conversion, et 4 093 411 en chômeurs inscrits (DEFM et DRE) en données statistiques corrigées (Le Monde 19 février 1997)

- précarité du travail accrue par le dogme de la flexibilité où l'on ne fait appel au marché du travail (des individus fixés devant leur téléphone) qu'en raison d'un volume donné d'ordres de fabrication (10 palettes par exemple d'eaux minérales !) ;
- précarité du travail portée par le développement du télétravail, qui autorise toutes les délocalisations ;
- précarité amplifiée indirectement par les politiques de temps partiel tout comme par l'annualisation du temps de travail (optimisation de l'emploi par l'entreprise, à son seul bénéfice, où l'emploi est ciblé sur les périodes de forte activité, ce qui permet de dégraisser les sureffectifs éventuels lors des périodes creuses) ;
- et tout ceci dans le contexte de la mise en cause de l'Etat-Providence.

Rappelons que l'émergence de l'Etat-Providence (DONZELOT 1984) à la fin du XIXème siècle, dans ses différentes formes successives (de l'Usine-Providence à l'Etat-Providence), avait essentiellement pour objet, encore et toujours, la fixation des populations.

La salarisation restreinte affecte doublement les marchés du travail, tant comme structures de gouvernance que comme modes de coordination.

Les marchés du travail, comme structures de gouvernance, sont affectés par l'amplification de la segmentation des marchés : emplois protégés/emplois précaires, hauts/bas salaires, marchés internes/marchés externes, catégorisation selon sexe/âge/race, etc...

Les modes de coordination des marchés du travail sont affaiblis dans leurs supports, mode de coordination de fixation, mode de coordination identitaire (alliance).

Dès lors que le salariat apparaît comme un mode fragilisé de fixation des populations, de nouvelles modalités de fixation apparaissent, et ici la formation professionnelle des adultes (DE GERY 1997) paraît jouer un rôle entièrement nouveau de substitut au mode de fixation salarial, couplé à de nouvelles modalités de répartition (R.M.I.).

3. Quel bilan des approches hétérodoxes ?

Les approches hétérodoxes ont apporté des éléments fondamentaux :

- des structures de reproduction mésoéconomiques ou macroéconomiques, qui curieusement ne sont pas la firme ou entreprise, mais la branche, le secteur, la filière, le système productif,
- des structures et mécanismes complexes de coordination par les prix, reposant par exemple sur la concurrence des producteurs et des capitaux (où agissent curieusement les firmes), et où se distinguent valeur, prix de production (et de reproduction) et prix de marché,
- les concepts de capital, marchandise et monnaie,
- le rôle de l'Etat dans la formation des règles et procédures, dans l'émergence d'institutions et structures spécifiques nécessaires (Etat-providence) à la reproduction-régulation d'ensemble.

Mais, tant les structures de reproduction-régulation (branche, filière, secteur, système productif) que les mécanismes et formes de coordination (passage valeur-prix de production, passage prix de production-prix de marché, monnaie) relèvent strictement de l'Etat-nation, **avec là encore une incapacité à se situer au plan de la totalité recherchée, la mondialisation-internationalisation.**

Il n'en demeure pas moins quelques avancées qui se sont dégagées du débat des années 1970 et qui ont concerné :

- *l'internationalisation* restreinte, limitée des *structures de reproduction*, avec des propositions concernant l'internationalisation des branches, des filières, des secteurs, des systèmes productifs,
- *l'internationalisation* restreinte, limitée d'une *structure particulière de la coordination*, à savoir *l'internationalisation du cycle du capital ou internationalisation du capital.*

La théorie de l'internationalisation du capital (PALLOIX 1975) désigne à sa manière une structure mondiale de coordination, mais qui relève plus de la structure de coordination intrafirme et de la coordination externe interfirmes que de la coordination marchande, alors que la théorie de la firme multinationale (ANDREFF 1995, DUNNING 1993) ne peut que s'appuyer sur les apports de la coordination intrafirme ou de la théorie des organisations.

Mais *aucun mécanisme de coordination internationale* n'a pu être construit :

- tant le passage de la valeur nationale à la valeur mondiale que du prix de production (reproduction) national au prix de production(reproduction) mondial, ce qui en appelle au passage ou transformation de la valeur mondiale en prix de production mondial ;
- que le passage ou transformation du prix de production mondial en prix de marché mondial,
- et cela faute d'un concept de "monnaie internationale"²⁰.

Le courant classique, qui a plus avancé que le courant néoclassique sur l'hypothèse de formation d'une totalité "mondiale", est tout aussi incapable que le premier d'établir les fondements d'un tel concept. Et les auteurs des années 1970 de désertier ... pour un temps²¹ !

Il n'en demeure pas moins que l'on peut distinguer trois grandes phases de mondialisation, couplées aux différentes composantes de la marchandise, scandent l'histoire mondiale du capitalisme :

- une ère de mondialisation première et très forte²² liée au noyau dur de la marchandise, et qui porte sur l'approvisionnement du capitalisme du Centre en matières premières, ressources énergétiques, et qui requiert également un approvisionnement en biens salaires agricoles pour assurer la généralisation du salariat dans les Centres ;
- une seconde ère de mondialisation (1945-1975) centrée sur la composante reproductible matérielle de la marchandise, désignée comme phase d'internationalisation du capital (PALLOIX 1975), avec extension restreinte de l'économique vers les Périphéries d'un côté, et immersion de la reproductibilité de la marchandise (fractionnement productif et unité marchande) dans les espaces élargis

²⁰ Tout simplement, peut-être, parce que ce concept est impossible à construire.

²¹ sans oublier la crise du marxisme des années 1980 !

²² Paul Bairoch et Richard Kozul-Wright (1996) nous rappellent que la période 1870-1913 fut celle du plus fort développement du commerce mondial, avec un taux de croissance annuel moyen de 3,5 %, et un poids dans le PNB mondial en 1913 qui ne sera retrouvé qu'en ...1990.

des Centres de l'autre ; cette deuxième phase assure une large extension de la salarisation au plan mondial avec ses aspects restreints dans les Périphéries ;

- une troisième ère de mondialisation en cours portant sur la composante immatérielle de la marchandise, mais qui n'en demeure pas moins tout aussi limitée, et dont un des aspects est la globalisation financière, avec émergence d'un nouveau cours, ***la salarisation restreinte au plan mondial.***

La mondialisation de la composante immatérielle de la marchandise affecte les localisations actuelles de la composante reproductible matérielle (les usines prises dans la tourmente) : les firmes multinationales mettent en oeuvre une très forte restructuration de leurs sites de production.

La montée d'une nouvelle phase ne supprime pas la précédente, mais au contraire l'amplifie, tout en l'ajustant à ses propres modalités.

Les transactions internationales - d'efficience, d'échange, de répartition²³ - s'inscrivent dans ces différents espaces de la marchandise, alors que "la nouvelle économie internationale"²⁴ ne saisit que la forme limitée de la transaction d'échange : l'échange international intrabranche.

²³ Cf. J.R. Commons

²⁴ Cf. Krugman

BIBLIOGRAPHIE

BAIROCH Paul & KOZUL-WRIGHT Richard (1996), *Globalization Myths : Some historical reflections on integration, industrialization and growth in the world economy*, Université de Genève et CNUCED, Communication au Séminaire "Commerce International, environnement et développement durable", Grenoble, IEPE et GRREC, 5-6 septembre

BAZZOLI Laure (1994), *Action collective, travail, dynamique du capitalisme : fondements et actualité de l'économie institutionaliste de J.R. Commons*, Thèse de doctorat, Université Lumière Lyon 2 - E.C.T., 430 pages

BENETTI Carlo & CARTELIER Jean (1980), *Marchands, Salarier et Capitalistes*, Paris, François Maspéro - Intervention en Economie Politique, 207 pages

COMMONS John R. (1934), *Institutional Economics, Its Place in Political Economy*, New-York : The Mac Millan Company. Réédition en 1990 : New Brunswick, Transaction Publishers, Vol. 1 & 2, 921 pages

COMMONS John R., (1935), Le problème de la corrélation du droit, de l'économie et de la morale. Remarques sur la méthode d'interprétation et sources en droit privé positif de Gény, dans *Les sources du droit - En l'honneur de François Geny*, Paris, Recueil Sirey, Tome 2, pp. 124-144

CORIAT Benjamin, WEINSTEIN Olivier (1995), *Les nouvelles théories de l'entreprise*, Paris, Librairie Générale Française - Le Livre de poche, 218 pages

DE GERY Catherine (1997), *Formation professionnelle continue et formation*, Journée Emploi et Formation en Picardie (21 janvier 1997), E.R.S.I., Université de Picardie Jules Verne, Document ronéo, 32 pages

DE GERY Catherine (1997), *Formation professionnelle continue, marchés du travail et salariat*, Thèse de doctorat, E.R.S.I., Université de Picardie Jules Verne, à soutenir à l'automne 1997

DONZELOT Jacques (1984), *L'invention du social*, Paris, Fayard, 263 pages

GIRARD Jean-Louis (1997), *Trajectoires d'emploi en Picardie*, Journée Emploi et Formation en Picardie (21 janvier 1997), E.R.S.I., Université de Picardie Jules Verne, Document ronéo, 21 pages

LAINÉ Frédéric (1993), *Formes de rapport salarial, systèmes d'emploi et structures de l'espace économique*, E.R.S.I., Université de Picardie Jules Verne, Thèse de doctorat, 520 pages

- LAINÉ Frédéric** (1997), *Relation formation-emploi par métier et gestion de la main d'oeuvre : l'exemple de la Picardie*, Journée Emploi et Formation en Picardie (21 janvier 1997), E.R.S.I., Université de Picardie Jules Verne, Document ronéo, 48 pages
- MARX Karl** (1862-63), *Un chapitre inédit du capital*, Paris, Union Générale d'Éditions 10/18, 1971, 319 pages
- MATHIAS Gilberto** (1987), Etat et salarisation restreinte au Brésil, *Revue Tiers-Monde*, n° 109
- MEDA Dominique** (1995), *Le travail - Une valeur en voie de disparition*, Paris, Aubier/Alto, 360 pages
- MEURET Anne** (1996), *Participation et système de relations professionnelles*, Thèse de doctorat, E.R.S.I., Université de Picardie Jules Verne, 406 pages
- MEURET Anne** (1997), *Classifications, formation et segmentation du marché du travail*, Journée Emploi et Formation en Picardie (21 janvier 1997), E.R.S.I., Université de Picardie Jules Verne, Document ronéo, 7 pages
- PALLOIX Christian** (1975), *L'internationalisation du capital - Éléments critiques*, François Maspéro, *Economie et Socialisme* n° 23, 1975, 203 p.
- PALLOIX Christian** (1980), Algérie 1980 : Un essai sur la formation de la classe ouvrière algérienne, *Revue Tiers-Monde*, juillet-septembre 1980, pp. 557-574
- PALLOIX Christian** (1981), *De la socialisation*, Paris, François Maspéro - Intervention en *Economie Politique*, 192 pages
- PALLOIX Christian** (1983), Rapport salarial et tensions sur l'économique - Le cas algérien, Paris, *Colloque Le Nouvel Ordre Mondial*, septembre, 27 p.
- PALLOIX Christian** (1987), Economique, Saliariat et Sociétés de classes dans le Tiers-Monde, *Economie et Socialisme* n° 5, RABAT, pp. 49-66
- PALLOIX Christian** (1987), Industrialisation, désindustrialisation et formes de mise au travail, *Revue Tiers-Monde*, avril-juin, pp. 287-302
- PALLOIX Christian** (1996), *Société et Economie - L'industrie et les marchands*, Paris, L'Harmattan, 240 pages
- PALLOIX Christian** (1997), *Éléments pour une théorie hétérodoxe de l'entreprise*, dans C.PALLOIX & Y.RIZOPOULOS (1997)
- PALLOIX Christian & RIZOPOULOS Yorgos** Coord. (1997), *Firmes et Economie Industrielle*, Paris, L'Harmattan, 2 volumes (à paraître)
- PERROT Anne** (1992), *Les nouvelles théories du marché du travail*, Paris, La Découverte/Repères, 125 pages
- RIFKIN Jeremy** (1995), *La fin du travail*, Paris, La Découverte, 1996, 436 pages
- VEBLEN Thorstein** (1899), *Théorie de la classe de loisir*, Paris, Gallimard-Tel, 1978, 278 pages

VEBLEN Thorstein (1908), *La nature du capital*, dans *Les ingénieurs et le capitalisme*, Paris, Gordon & Breach, Gramma Publication, 1971, 162 pages, pp. 105-162

VEBLEN Thorstein (1921), *Les ingénieurs et le capitalisme*, Paris, Gordon & Breach, Gramma Publication, 1971, 162 pages, pp. 1-104

WEINSTEIN Olivier (1997), *Modes de coordination interfirmes et modèles d'innovation*, dans C.PALLOIX & Y.RIZOPOULOS (1997)

WILLIAMSON O.E. (1985), *Les institutions de l'économie*, Paris, InterEditions, 1994, 404 pages